

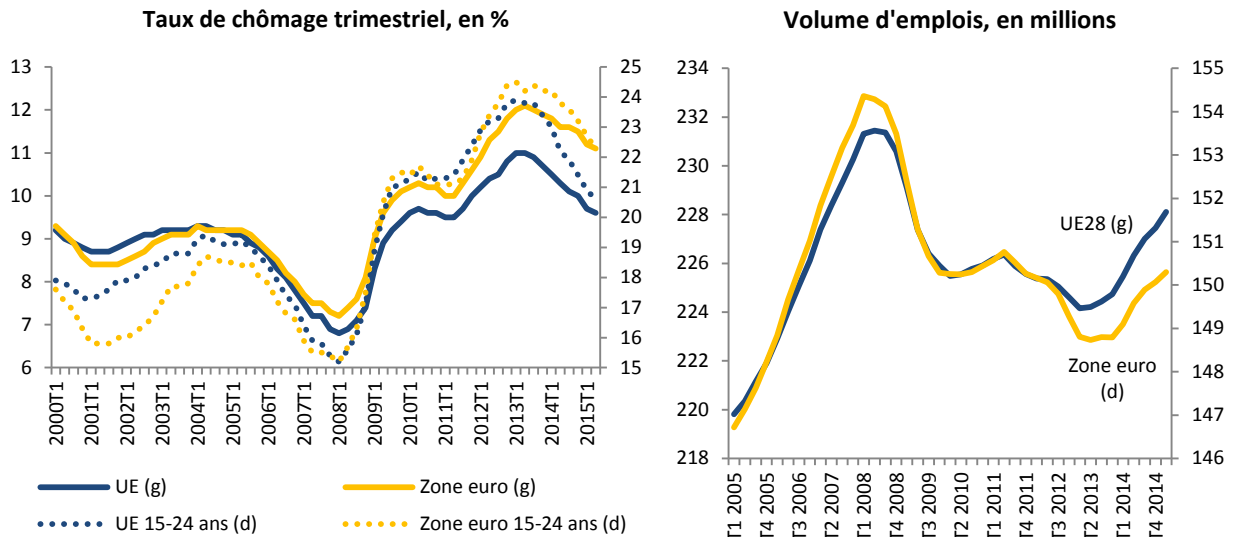
Emploi et chômage en Europe : enfin une éclaircie ?

Jeudi 10 septembre 2015

Le présent flash fait le point sur la situation du marché du travail au niveau de l'Union européenne et propose un zoom sur la France.

1. Chômage en Europe : une nette inflexion depuis deux ans

Après avoir fortement augmenté au moment de la Grande récession (première « bosse ») puis, dans une moindre mesure, entre le deuxième trimestre (T2) 2011 et le T2 2013 (seconde « bosse », voir flash éco du 29 octobre 2014), le **taux de chômage** s'inscrit en **nette baisse** depuis deux ans tant au niveau de l'**Union européenne** que de la zone euro. Au T2 2015, il atteignait 9,6 % de la population active de l'UE (environ 23 millions d'individus) et 11,1 % de la population active de la zone euro, soit une baisse de, respectivement, 1,4 et 1 point par rapport au pic d'il y a deux ans. Si ce chiffre est relativement peu connu, il est intéressant de noter que, selon la Commission européenne¹, **l'économie de l'UE a créé** près de **4 millions d'emplois** depuis le creux observé au T1 2013 permettant d'effacer, bien qu'en partie seulement, la perte de 7,3 millions d'emplois entre le pic de 2008 et le T1 2013.



Source : Afep à partir d'Eurostat.

Le détail de cette évolution fait apparaître des signaux encourageants : ainsi, d'abord tirée par les services dits « non échangeables » (activités administratives, immobilier...), la **croissance de l'emploi** semble s'étendre à d'autres secteurs d'activité dont les **services « échangeables »** (commerce, transports..., depuis le début de l'année 2014) et **l'industrie** (depuis la seconde moitié de 2014). La **nature des emplois** signale également une inflexion de tendance avec la montée en puissance, tout au long de l'année 2014, à la fois des **contrats permanents** (dont la dynamique est supérieure à celle des contrats temporaires) et des **emplois à temps plein** (qui croissent plus vite que ceux à temps partiel). La baisse du taux de chômage s'accompagnerait d'une hausse du taux d'emplois vacants², signalant un resserrement du marché du travail dans certains Etats (Allemagne et Royaume-Uni en particulier) conformément à la « **courbe de Beveridge** »³. Toutefois, si l'on excepte l'Allemagne, celle-ci s'est sans doute déplacée vers un appariement plus dégradé (à taux d'emplois vacants donné, un taux de chômage supérieur) dans de nombreux pays, sous l'effet d'une **progression du taux de chômage** dit « **structurel** » (le taux de chômage indépendant du cycle économique).

¹ Voir « *EU Employment and Social Situation* », Quarterly review, European Commission, June 2015.

² Nombre d'emplois vacants / (nombre de postes occupés + nombre d'emplois vacants)*100.

³ Outil d'analyse empirique utilisé en économie du travail, cette courbe décroissante et convexe associée, en abscisse, le taux de chômage et, en ordonnées, le taux d'emplois vacants. Plus la courbe se situe à gauche, meilleur est l'appariement entre l'offre et la demande de travail.

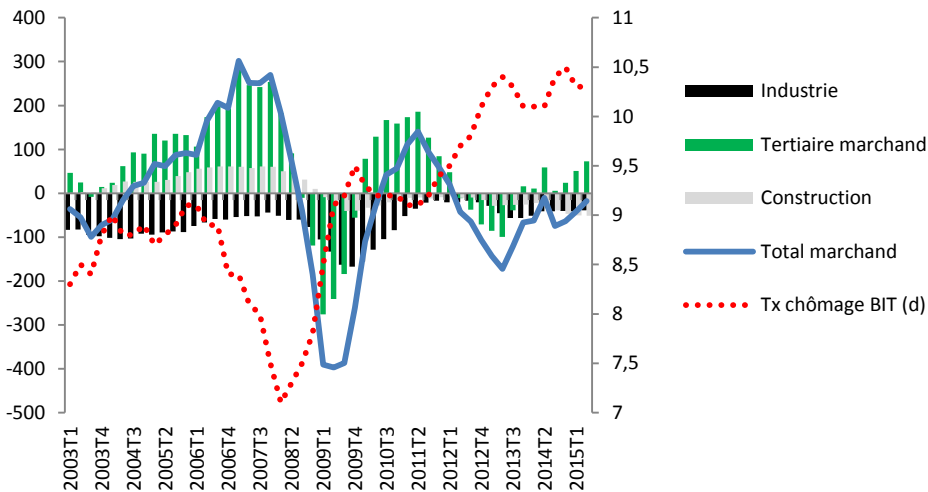
2. Catégories vulnérables : quelques progrès dans un panorama qui reste difficile

Parmi les catégories vulnérables sur le marché du travail, les **jeunes de 15 à 24 ans** connaissent un taux de chômage structurellement supérieur au reste de la population (environ **1 jeune actif sur 5 en Europe**, soit 4,6 millions de personnes) à la fois en raison de difficultés d'insertion mais également du fait de taux d'activité et d'emploi très inférieurs à la moyenne. Les données les plus récentes font apparaître une **baisse** du taux de chômage des jeunes tout comme de la part des « décrocheurs » avec, pour la première fois depuis 2008, une contribution positive de cette classe d'âge à la croissance de l'emploi sous la forme de contrats temporaires. S'agissant du **chômage de longue durée** (durée > à un an), qui représente **5 %** de la population active (soit environ 12 millions de personnes, dont 7,5 millions sont sans emploi depuis deux ans ou plus), il semble légèrement régresser pour les demandeurs d'emploi dont la durée est comprise entre 12 et 18 mois mais se stabilise pour les durées au-delà, contrairement aux tendances d'avant-crise, pointant un **risque d'enlèvement** dans le chômage de très longue durée (durée > à 2 ans).

3. Zoom France : « Et si on se trompait de courbe ? »

La variation du chômage dépend à la fois de l'évolution de la population active, de l'appariement entre l'offre et la demande de travail mais aussi du **solde entre les créations et les destructions d'emplois**. Focalisé sur la courbe du chômage, le débat public en France semble parfois oublier que ce dernier indicateur n'est qu'une conséquence des trois causes qui précèdent et que la politique économique n'a de prise que sur ces dernières⁴. En l'occurrence, le **solde de l'emploi marchand français est négatif ou nul depuis trois ans** avec deux phases : jusqu'au T2 2013, une dégradation partagée par l'ensemble des secteurs ; depuis, un ralentissement des destructions qui résulte d'un solde positif dans le tertiaire et de soldes toujours négatifs dans l'industrie et, surtout, la construction. Au T2 2015, le solde était de - 17 400 en glissement annuel et de + 23 800 par rapport au T1. **Tant que la courbe de l'emploi marchand ne repassera pas en territoire positif, le taux de chômage pourra difficilement reculer** : au-delà de son caractère intuitif, c'est le constat qui ressort de l'observation de la dernière décennie.

Solde des créations d'emplois, en milliers et en glissement annuel



Source : Afep à partir d'INSEE. Champ : ensemble des secteurs marchands.

Depuis deux ans, l'emploi progresse et le chômage diminue en Europe : dans un contexte économique qui demeure marqué par les effets de la Grande récession et de la crise des dettes souveraines, cette nouvelle doit être soulignée. Tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, l'inflexion de tendance semble réelle. Toutefois, le niveau toujours très élevé du chômage, tout comme les disparités entre les pays et entre les catégories d'actifs, sont là pour indiquer le chemin qu'il reste à parcourir. Pour la France, située à ce stade dans l'ombre de l'éclaircie, les résultats européens rappellent l'importance d'axer le débat sur les leviers de la création de richesses et d'emplois, seuls à même de générer une dynamique pouvant aboutir à une baisse du taux de chômage (qui est, et restera, un indicateur de résultat et non un levier d'action).

⁴ La variation de la population active répond à la fois à des considérations démographiques, mais également économiques, sociales... Les politiques publiques peuvent l'influencer (modification de l'âge de la retraite par exemple).